

Évolutions monétaires à la Martinique au 31 décembre 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et en dépit du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accroître en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, ces projections demeurent teintées d'incertitude en lien avec un manque de visibilité sur l'orientation à venir de la politique économique américaine.

S'agissant plus spécifiquement de la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,4 % au trimestre précédent), selon Eurostat. Le chômage en zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation, en glissement annuel, a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 9 mars 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé « nous poursuivons nos achats au titre du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) au rythme mensuel actuel de 80 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois et, d'autre part, à partir d'avril 2017, nos achats nets d'actifs devraient continuer à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusque fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 % au trimestre précédent) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015).

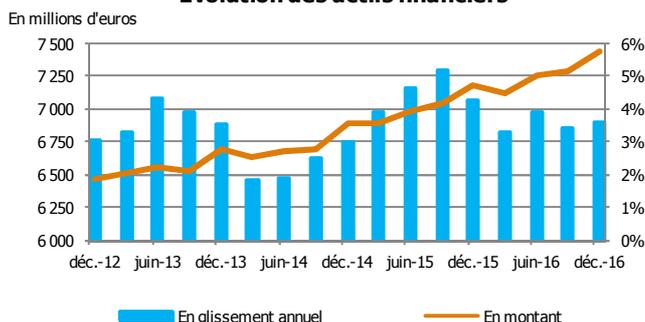
DES INDICATEURS FINANCIERS QUI DEMEURENT BIEN ORIENTÉS

Parallèlement à l'indicateur du climat des affaires (ICA) qui se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période depuis maintenant deux ans, l'activité bancaire martiniquaise poursuit sa progression en 2016.

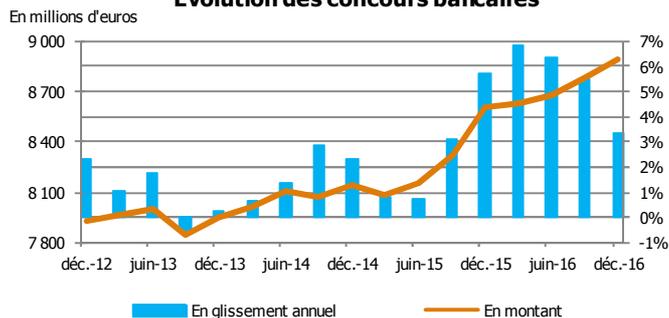
La **distribution de crédits**, certes moins dynamique que l'année précédente, reste soutenue : l'encours sain s'établit à 8,9 milliards d'euros, en hausse de +3,4 % sur un an (après +5,7 % en 2015). La hausse de l'encours est notamment portée par les entreprises, qui depuis 2014 ont recommencé à investir (+8,8 % de crédits d'investissement cette année, après +13,1 % en 2015), et par les ménages, dont le léger essoufflement des crédits à l'habitat (+2,3 % sur un an, après +5,6 %) est compensé par la vigueur des crédits à la consommation (+6,6 %).

La progression des **actifs financiers** (+3,6 %) est comparable à celle de l'encours de crédits, et concerne toutes les catégories de clients. La prédilection des agents pour les dépôts à vue se confirme.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires

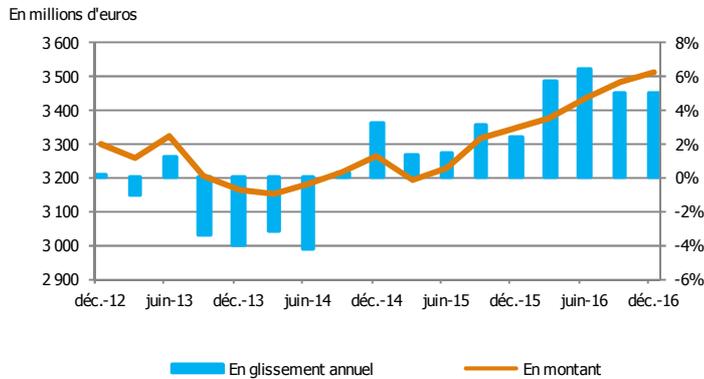


POURSUITE DE LA CROISSANCE DES CRÉDITS

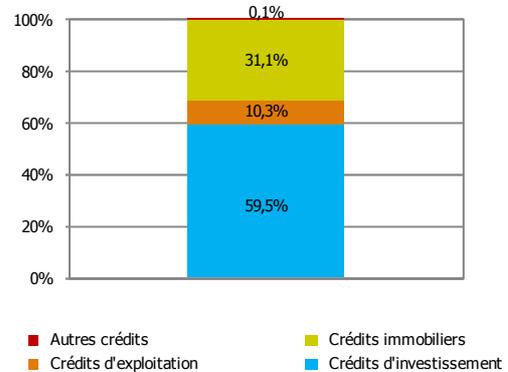
Dynamisme des crédits aux entreprises, soutenu par l'investissement

L'encours sain de crédits aux entreprises s'établit à 3,5 milliards d'euros à fin 2016, enregistrant ainsi une hausse significative de +5,0 % sur un an, plus marquée qu'en 2015 (+2,4 %). Il constitue 39,5 % de l'encours sain total.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



La croissance de l'encours des entreprises est principalement liée à celle des **crédits d'investissement**. En effet, les intentions d'investissement, recensées par l'enquête trimestrielle de conjoncture auprès des entreprises, sont favorablement orientées depuis deux ans et affichent un niveau supérieur à la moyenne de longue période. Ainsi, les crédits d'investissement des entreprises progressent de +8,8 % sur un an, en ligne avec les importations de biens d'investissement (+8,4 %).

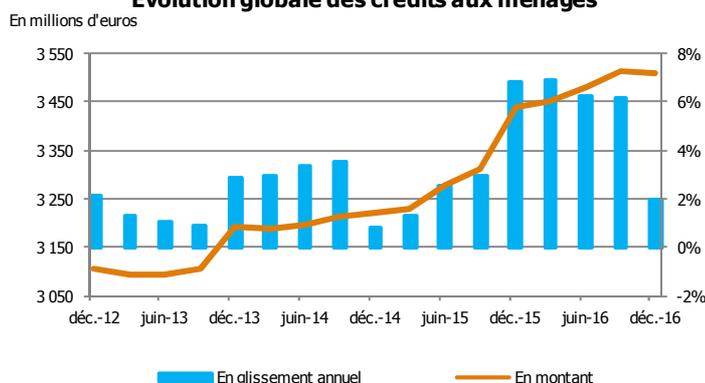
L'augmentation des **crédits immobiliers**, bien que plus modérée (+2,0 % sur un an), marque une reprise après la contraction enregistrée l'année précédente (-3,9 % à fin 2015).

Pour leur part, les **crédits d'exploitation** se maintiennent en 2016 au niveau enregistré en décembre 2015 (+0,2 %), cette stabilisation intervenant au terme de deux années marquées par un recul global (-6,3 % en 2014 et -21,6 % en 2015). Cette tendance générale est à nuancer, puisque les crédits de trésorerie affichent une hausse quand les découverts s'inscrivent en baisse (respectivement +8,9 % et -19,0 % par rapport à décembre 2015). À fin 2016, les crédits d'exploitation sont composés à 60,1 % de crédits de trésorerie, et pour 21,9 % de découverts.

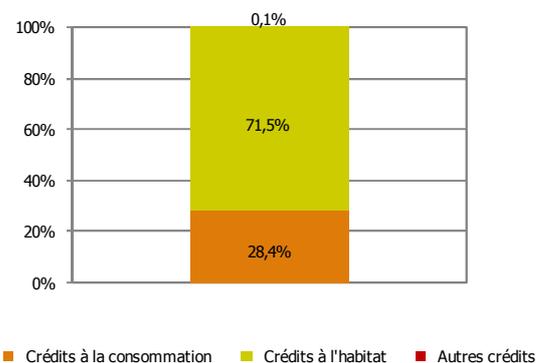
Progression des crédits aux ménages, malgré quelques signes d'essoufflement

Les **financements accordés aux ménages** continuent de croître, mais à un rythme plus modéré que l'année précédente (+3,4 % sur un an à fin 2016, après +6,7 % en 2015). Ils atteignent 3,6 milliards d'euros en fin d'année, soit 40,0 % de l'encours sain total.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Après une forte progression en 2015, les **crédits à l'habitat** montrent quelques signes d'essoufflement en 2016, tout en demeurant orientés à la hausse (+2,3 % sur un an, après +5,6 %). Les conditions de financement restent encore avantageuses en cette fin d'année 2016.

Les crédits à la consommation affichent quant à eux une hausse conséquente sur l'année 2016 (+6,6 %), confirmant le rebond constaté en 2015 après plusieurs années de stagnation, voire de repli. Plusieurs indicateurs témoignent de cette embellie, parmi lesquels l'amélioration significative des immatriculations de véhicules particuliers neufs (+9,8 %). Comme pour les entreprises, la hausse concerne les crédits de trésorerie (+8,1 %), alors que les découverts se contractent (-8,1 %).

Repli des crédits aux collectivités locales

Avec 1,3 milliard d'euros, les **collectivités locales** constituent la seule catégorie d'agents dont l'encours sain accuse un léger repli (-1,6 % sur un an).

Pour autant, si les trois premiers trimestres de l'année 2016 ont été marqués par un recul des **crédits d'investissement** (-5,2 % entre décembre 2015 et septembre 2016), la forte croissance enregistrée en fin d'année (+6,5 % sur le dernier trimestre 2016), en lien avec le prêt de 100 millions d'euros accordé par l'AFD à la Collectivité territoriale de Martinique (CTM), permet une évolution annuelle des crédits d'investissement légèrement favorable (+0,9 %). Ce sont les **crédits d'exploitation**, s'inscrivant à la baisse (-61,5 % sur l'année), qui expliquent la contraction globale de l'encours sain des collectivités locales.

Nouveau recul de la sinistralité

Pour les seuls établissements de crédit installés localement (ECIL), les **créances douteuses brutes** diminuent significativement pour atteindre 493 millions d'euros (-4,3 % sur un an), soit 5,6 % de l'encours total (-0,4 point). Parallèlement, le **taux de provisionnement** des créances douteuses des ECIL s'améliore à 57,8 % (+0,3 point).

HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS, PORTÉE PAR LES DÉPÔTS À VUE

À 7,4 milliards d'euros en fin d'année, le montant des **actifs financiers des agents économiques** affiche une nouvelle progression en 2016 (+3,6 % sur un an, après +4,2 % en 2015). Les principaux détenteurs de cette épargne demeurent les ménages (70,2 % des dépôts), et ce sont les actifs les plus liquides qui ont les faveurs des agents.

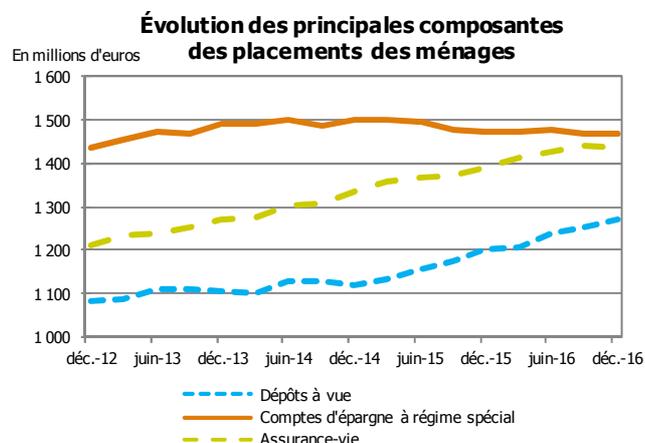
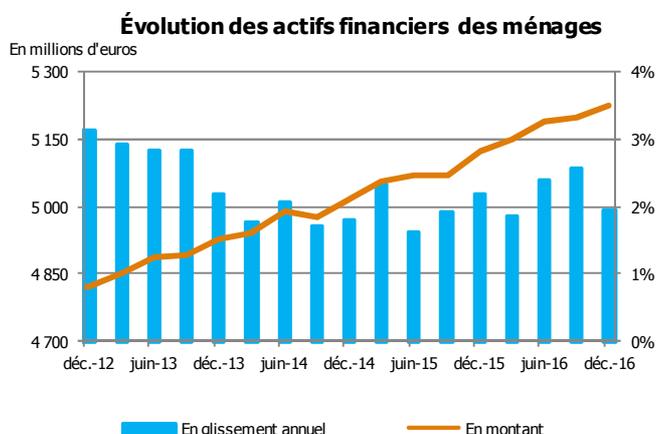
La prédilection des agents pour les **dépôts à vue**, constatée en 2015, se confirme en 2016 (+11,7 % sur un an, après +10,0 %), en lien avec le contexte de baisse durable des taux d'intérêt et du rendement des placements.

Les **placements liquides ou à court terme** reculent pour la troisième année consécutive (-4,1 % sur la dernière année), les placements indexés sur les taux de marché étant particulièrement touchés (-8,2 %). Les comptes d'épargne à régime spécial se maintiennent (-0,3 %).

L'**épargne à long terme** conserve un peu de vigueur (+2,8 %), soutenue par l'assurance-vie (+3,0 %), qui demeure l'un des placements préférés des ménages.

Croissance continue de l'épargne des ménages

Les **actifs financiers des ménages** restent bien orientés, avec une hausse annuelle de +1,9 % à fin décembre 2016 (après +2,2 % à fin 2015). Ils s'établissent à 5,2 milliards d'euros, soit 70,2 % des actifs collectés sur la place martiniquaise.



Bien que les **dépôts à vue** représentent moins d'un quart des actifs des ménages (contre plus des deux tiers de ceux des entreprises ou des autres agents), c'est leur croissance qui tire l'épargne des ménages à la hausse. Ils augmentent de +5,9 % sur l'année.

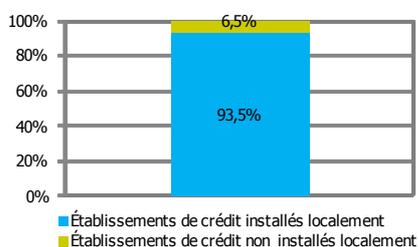
Pour leur part, les **placements liquides ou à court terme** s'inscrivent en repli de -1,7 % sur un an. En particulier, les placements indexés sur les taux de marché (comptes à terme, OPCVM monétaires, etc.), lourdement impactés par la baisse des taux, se contractent de -14,0 %. S'agissant des comptes d'épargne à régime spécial, bien qu'ils ne subissent pas réellement de

TABLEAUX STATISTIQUES

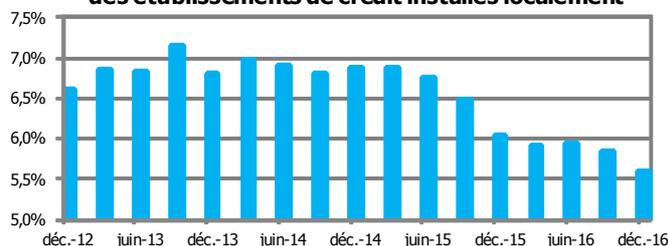
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	394,7	444,4	416,5	326,5	354,1	355,8	385,3	327,2	-8,0%	0,2%
<i>Créances commerciales</i>	20,0	19,5	18,1	17,2	17,2	21,0	21,1	16,2	-23,0%	-5,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	169,1	188,4	160,9	180,6	204,7	196,8	205,1	196,6	-0,1%	8,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	44,6	39,0	36,9	39,1	36,7	37,2	36,9	39,7	6,7%	1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	242,4	191,5	194,4	88,4	98,3	101,6	122,8	71,6	-29,5%	-19,0%
<i>Affacturation</i>	40,2	45,0	43,2	40,4	33,9	36,3	36,3	42,8	17,9%	6,0%
Crédits d'investissement	1 657,2	1 611,9	1 699,2	1 921,6	1 954,1	2 009,4	2 013,3	2 090,2	4,0%	8,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 472,2	1 431,7	1 508,3	1 730,0	1 758,6	1 799,4	1 807,0	1 884,1	4,7%	8,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	81,5	71,0	42,7	38,8	39,5	38,6	39,5	39,3	1,8%	1,4%
<i>Crédit-bail</i>	185,0	180,2	191,0	191,7	195,4	210,0	206,3	206,1	-1,8%	7,5%
Crédits immobiliers	1 127,1	1 074,8	1 113,6	1 070,3	1 066,1	1 067,6	1 078,0	1 091,3	2,2%	2,0%
Autres crédits	40,2	33,2	35,9	26,7	3,1	3,0	3,0	2,4	-19,2%	-90,9%
Encours sain	3 296,1	3 164,3	3 265,2	3 345,2	3 377,3	3 435,8	3 479,6	3 511,2	2,2%	5,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	881,7	857,5	853,5	936,2	940,2	956,3	971,7	997,6	4,3%	6,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	798,0	782,1	782,3	872,1	876,1	895,3	910,9	942,4	5,3%	8,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,9	47,7	46,9	46,4	47,7	46,1	47,1	42,6	-7,6%	-8,1%
<i>Crédit-bail</i>	35,7	27,8	24,3	17,8	16,4	14,9	13,7	12,6	-15,5%	-29,2%
Crédits à l'habitat	2 222,0	2 335,2	2 365,7	2 498,6	2 508,2	2 522,0	2 539,5	2 557,3	1,4%	2,3%
Autres crédits	1,7	0,9	0,6	4,2	4,0	1,7	1,6	1,7	-0,5%	-60,2%
Encours sain	3 105,5	3 193,6	3 219,9	3 439,0	3 452,4	3 480,0	3 512,8	3 556,5	2,2%	3,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	21,3	18,5	36,2	52,6	40,0	39,3	37,2	20,2	-48,6%	-61,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	17,7	12,9	35,6	52,5	40,0	39,2	37,1	19,6	-50,0%	-62,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,6	5,6	0,6	0,0	0,0	0,1	0,0	0,6	698,1%	2879,8%
Crédits d'investissement	1 150,0	1 107,1	1 111,8	1 228,1	1 212,3	1 178,6	1 164,2	1 239,7	5,2%	0,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 149,8	1 107,1	1 111,8	1 228,0	1 212,2	1 178,5	1 164,1	1 239,6	5,2%	0,9%
<i>Crédit-bail</i>	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	3,5	3,5	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Autres crédits	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Encours sain	1 174,8	1 129,2	1 152,4	1 280,7	1 252,3	1 217,9	1 201,4	1 259,9	3,4%	-1,6%
Autres agents										
Encours sain	354,8	463,9	499,2	538,8	546,8	542,3	584,4	565,6	4,3%	5,0%
TOTAL										
Encours sain	7 931,2	7 950,9	8 136,8	8 603,6	8 628,8	8 676,1	8 778,2	8 893,3	2,5%	3,4%
<i>dont ECNIL</i>	689,4	668,4	719,4	589,4	557,4	581,3	570,6	577,5	-0,7%	-2,0%
Créances douteuses brutes	591,6	585,2	592,1	574,7	565,5	582,6	579,1	562,8	-3,4%	-2,1%
<i>dont ECIL</i>	512,4	532,4	547,3	515,1	507,9	511,9	508,9	493,1	-3,7%	-4,3%
Créances douteuses nettes	290,7	273,1	263,5	278,8	272,3	286,0	288,8	277,6	-2,9%	-0,4%
<i>dont entreprises</i>	151,3	170,7	154,4	154,6	147,3	145,0	147,1	134,3	-7,3%	-13,1%
<i>dont ménages</i>	64,4	70,7	76,8	80,5	81,8	84,1	85,4	84,3	0,2%	4,7%
Provisions	300,9	312,1	328,6	296,0	293,2	296,6	290,3	285,2	-3,8%	-3,6%
Encours total	8 522,8	8 536,1	8 729,0	9 178,3	9 194,3	9 258,6	9 357,3	9 456,0	2,1%	3,0%
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,9%	6,9%	6,8%	6,3%	6,2%	6,3%	6,2%	6,0%	-0,3 pt	-0,3 pt
<i>dont ECIL</i>	6,6%	6,8%	6,9%	6,0%	5,9%	5,9%	5,8%	5,6%	-0,4 pt	-0,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	50,9%	53,3%	55,5%	51,5%	51,8%	50,9%	50,1%	50,7%	-0,2 pt	-0,8 pt
<i>dont ECIL</i>	58,7%	58,6%	60,0%	57,5%	57,7%	57,9%	57,1%	57,8%	-0,1 pts	0,4 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Entreprises	1 248,2	1 354,8	1 493,8	1 667,1	1 587,9	1 564,3	1 596,7	1 726,5	10,4%	3,6%
Dépôts à vue	747,3	812,6	920,2	1 058,8	1 031,7	1 022,2	1 079,6	1 169,3	14,4%	10,4%
Placements liquides ou à court terme	450,2	489,7	519,3	555,7	506,0	491,2	454,5	496,4	1,1%	-10,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	5,5	8,4	37,5	56,3	50,2	51,1	48,2	54,9	7,5%	-2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	444,6	481,3	481,8	499,4	455,8	440,1	406,3	441,5	0,3%	-11,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	333,4	391,4	391,3	408,0	368,2	361,2	346,1	385,3	6,7%	-5,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	103,1	82,1	76,1	72,9	73,4	68,0	54,4	52,7	-22,4%	-27,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	7,8	7,7	14,4	18,5	14,2	10,9	5,9	3,5	-68,2%	-81,2%
Épargne à long terme	50,8	52,5	54,3	52,6	50,2	50,9	62,7	60,8	19,4%	15,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	16,7	19,1	19,1	19,8	18,9	19,1	30,4	26,3	38,1%	33,0%
Ménages	4 821,1	4 925,7	5 014,8	5 124,8	5 148,0	5 190,5	5 198,8	5 224,4	0,7%	1,9%
Dépôts à vue	1 083,5	1 104,7	1 119,8	1 200,8	1 204,5	1 238,1	1 249,9	1 272,0	2,7%	5,9%
Placements liquides ou à court terme	1 664,8	1 693,8	1 685,5	1 644,3	1 641,1	1 639,5	1 622,2	1 616,7	1,4%	-1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 437,7	1 491,7	1 498,2	1 473,1	1 474,1	1 478,0	1 468,4	1 469,4	-0,6%	-0,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	511,3	515,8	506,1	492,1	494,7	496,9	495,5	492,2	-1,0%	0,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	560,3	592,7	601,0	582,6	580,5	580,3	574,6	577,0	-0,6%	-1,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,0	13,6	13,3	13,5	13,6	13,9	13,7	13,7	-1,5%	0,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	63,8	56,9	51,0	49,9	49,5	48,8	48,2	48,5	-0,7%	-2,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	166,3	193,0	209,7	222,1	224,0	226,3	225,9	228,6	1,0%	2,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	122,1	119,7	117,1	112,8	112,0	111,8	110,5	109,5	-2,1%	-2,9%
Placements indexés sur les taux de marché	227,0	202,1	187,3	171,2	166,9	161,6	153,9	147,3	-8,9%	-14,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	204,4	184,4	170,0	155,4	151,7	146,2	139,2	133,2	-8,9%	-14,3%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,0	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0	0,7	-37,5%	-37,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	21,1	16,7	16,1	14,7	14,1	14,3	13,6	13,3	-6,5%	-9,1%
Épargne à long terme	2 072,9	2 127,1	2 209,5	2 279,7	2 302,5	2 312,8	2 326,7	2 335,8	1,0%	2,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	538,5	547,2	571,2	602,6	611,4	612,3	610,8	624,7	2,0%	3,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	65,6	61,0	57,4	54,2	53,4	51,7	49,9	48,7	-5,9%	-10,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,9	5,0	5,7	6,1	6,2	6,7	7,5	7,1	7,2%	16,6%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	196,4	192,5	187,8	177,3	172,9	171,0	172,2	176,9	3,4%	-0,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	58,6	50,3	53,2	48,4	44,6	43,5	45,7	43,8	0,8%	-9,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 208,9	1 271,2	1 334,3	1 391,0	1 414,0	1 427,7	1 440,6	1 434,6	0,5%	3,1%
Autres agents	389,1	405,8	378,0	386,3	385,2	502,6	484,5	486,7	-3,2%	26,0%
Dépôts à vue	198,9	198,6	209,8	214,3	213,7	329,9	314,3	321,8	-2,5%	50,2%
Placements liquides ou à court terme	155,2	185,3	143,6	146,4	145,0	144,9	140,6	136,6	-5,7%	-6,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,6	49,4	54,1	65,5	68,1	69,1	65,9	65,1	-5,9%	-0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	118,6	135,9	89,4	80,9	76,9	75,8	74,7	71,6	-5,6%	-11,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	85,0	101,9	70,9	69,4	66,8	66,4	65,3	62,2	-6,4%	-10,3%
Épargne à long terme	35,0	21,8	24,7	25,7	26,4	27,7	29,6	28,3	1,9%	10,1%
Total actifs financiers	6 458,4	6 686,3	6 886,6	7 178,2	7 121,1	7 257,4	7 280,0	7 437,6	2,5%	3,6%
Dépôts à vue	2 029,6	2 116,0	2 249,8	2 473,9	2 449,9	2 590,2	2 643,8	2 763,0	6,7%	11,7%
Placements liquides ou à court terme	2 270,1	2 368,8	2 348,3	2 346,4	2 292,1	2 275,6	2 217,3	2 249,7	-1,1%	-4,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 479,8	1 549,5	1 589,9	1 594,9	1 592,4	1 598,2	1 582,4	1 589,4	-0,5%	-0,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	538,2	553,4	577,8	588,8	584,0	587,4	576,8	584,8	-0,4%	-0,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	575,3	612,8	620,8	607,6	609,3	609,9	607,2	604,3	-0,9%	-0,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,0	13,6	13,3	13,5	13,6	13,9	13,7	13,7	-1,5%	0,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	63,8	56,9	51,0	49,9	49,5	48,8	48,2	48,5	-0,7%	-2,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	166,4	193,1	209,8	222,2	224,1	226,3	226,0	228,6	1,0%	2,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	122,2	119,8	117,1	112,9	112,0	111,9	110,6	109,6	-2,0%	-2,9%
Placements indexés sur les taux de marché	790,3	819,3	758,5	751,5	699,6	677,4	634,9	660,3	-2,5%	-12,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	622,7	677,7	632,2	632,7	586,7	573,8	550,6	580,7	1,2%	-8,2%
<i>dont bons de caisse</i>	2,3	1,7	1,2	1,2	1,2	1,2	1,0	0,7	-36,8%	-37,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	7,8	7,7	14,4	18,5	14,2	10,9	5,9	3,5	-68,2%	-81,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	157,4	132,2	110,7	99,1	97,6	91,5	77,4	75,4	-17,6%	-23,9%
Épargne à long terme	2 158,8	2 201,5	2 288,5	2 357,9	2 379,1	2 391,5	2 419,0	2 424,9	1,4%	2,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	538,8	547,5	571,5	602,9	611,7	612,6	611,2	625,0	2,0%	3,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	65,6	61,1	57,5	54,3	53,5	51,8	50,0	48,8	-5,9%	-10,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,9	5,0	5,7	7,1	6,2	6,7	7,5	7,1	7,2%	0,3%
<i>dont actions</i>	68,3	73,9	75,3	78,1	75,7	75,2	73,1	82,0	9,1%	5,0%
<i>dont obligations</i>	181,1	159,2	156,3	140,4	138,5	138,1	144,4	142,7	3,4%	1,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	87,4	80,7	84,9	81,3	76,7	76,8	89,5	83,9	9,2%	3,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 212,7	1 274,0	1 337,2	1 393,8	1 416,8	1 430,5	1 443,4	1 435,4	0,3%	3,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P.-Y. LE BIHAN – Responsable de la rédaction : D. KASPER
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2017